

**Ne les
croyez
pas.**

**13 arguments pour
démâsquer les
mensonges de
l'extrême droite**

**Ne leur
accordez
pas votre
confiance !**



Avant-propos	4
Introduction	6
1. « Avec nous, ce sera différent. Ce sera mieux ! »	8
2. « Notre modèle social belge ne coûte qu’aux Flamands »	12
3. « Nous misons sur la coopération avec les employeurs »	16
4. « Le monde politique est dirigé par des voleurs et des clowns »	20
5. « Nous voulons une communauté de Flamands qui travaillent dur »	24
6. « Nous voulons augmenter les salaires nets »	28
7. « Les personnes qui font de leur mieux auront une belle vie »	32
8. « Les allocations familiales doivent être augmentées, mais ne peuvent pas être un chèque en blanc »	36
9. « Moins d’État et des impôts où on en a plus pour son argent »	40
10. « Nous sommes envahis de migrants et ça nous coûte un paquet d’argent »	44
11. « Il faut arrêter la folie climatique ! »	48
12. « Nous sommes le parti de la liberté ! »	52
13. « Laissez-nous participer au pouvoir ! »	58
En bref : pourquoi il vaut mieux ne pas les croire ni leur accorder votre confiance ?	60
Sources	66

Avant-Propos

Le présent document est une traduction¹ de la brochure « Geloof ze niet », rédigée en néerlandais à destination de nos militant.es et délégué.es à l'approche des élections de juin. Le contenu est principalement axé sur le programme du parti d'extrême droite flamand, le Vlaams Belang. Mais il permet également de démasquer une stratégie commune à tous les mouvements d'extrême droite en Belgique ou ailleurs, à travers la déconstruction de 13 idées souvent utilisés.

Si l'extrême droite est également présente en Wallonie, à ce jour, et c'est heureux, aucune formation politique n'a réussi à acquérir l'assise dont dispose aujourd'hui le Vlaams Belang en Flandre. Pour autant, des groupes fascistes s'organisent et se réunissent régulièrement. Le parti *Chez Nous* est probablement l'organisation la plus structurée. Elle est soutenue par le parti Rassemblement National (RN) de Marine Le Pen en France et par le Vlaams Belang.

Un phénomène plus insidieux doit également nous inquiéter : il s'agit de la dangereuse dérive de plusieurs personnalités au sein du Mouvement Réformateur (MR), qui n'hésitent pas à stigmatiser les étrangers dans des communications populistes. Et à prendre les syndicats et les mutuelles pour cibles pendant leur campagne électorale.

Pour la première fois, la N-VA a fait une incursion en Wallonie en présentant une liste électorale dans le Brabant wallon. La tête de liste se situe clairement à la droite de la droite et ne cache pas sa sympathie pour des personnalités comme Trump aux Etats-Unis, Eric Zemmour en France, Bolsonaro au Brésil, Milei en Argentine. Plus que jamais, le cordon sanitaire doit être renforcé pour isoler ces partis et ces personnalités dangereuses pour la démocratie. Les experts et politologues belges et étrangers confirment que le cordon sanitaire médiatique permet d'éviter de placer des théories racistes et liberticides sur la table du débat public. Et que le double cordon sanitaire, politique et médiatique, participent

¹ Le texte n'a pas fait l'objet d'une réécriture en français, certains passages et tournures de phrases peuvent s'en ressentir.

conjointement à ce qu'on appelle « l'exception wallonne », pour qualifier la quasi absence d'extrême droite dans le paysage politique à une époque où elle progresse partout en Europe.

Nous ne lutterons pas avec les mêmes arguments ni les mêmes stratégies dans le Sud et le Nord du pays, c'est pourquoi nous vous invitons également à utiliser, dans les formations, les débats, les réunions mais aussi dans la sphère privée quand c'est nécessaire, ces outils d'éducation populaire et syndicaux francophones (liste non exhaustive) qui ont été développés récemment:

- ASBL [La cible](#) de la FGTB de Liège. Avec l'extrême droite, la cible, c'est toi ! Une campagne, des outils, une toute nouvelle brochure (fin avril 2024).
- Entretien vidéo « [Ils ne passeront pas. Comprendre et combattre le fascisme qui vient](#) », avec Ugo Palheta (émission « Regards » du CEPAG et de la FGTB wallonne).
- [Vraiment](#) : Le Vrai Faux journal du Centre d'Action Laïque (CAL) qui nous projette dans une société où le parti « Juste Nous » est au pouvoir. Glaçant.
- [Chez nous aussi, ça pourrait arriver](#) : Campagne de Soralia.
- Quelques références d'ouvrages francophones à la fin de la brochure.

**Ne banalisons
jamais le discours
d'extrême droite**

Introduction

La FGTB lutte pour la solidarité, l'égalité et la justice sociale. Pour tous les travailleurs et travailleuses avec ou sans emploi ainsi que pour leurs familles...

L'extrême droite et le syndicat sont incompatibles.

Ne les croyez pas. Ne leur faites pas confiance !

L'extrême droite est un danger pour la démocratie et l'État de droit. Partout où elle arrive au pouvoir, elle restreint les droits individuels et collectifs, attise les conflits entre groupes de travailleurs et incite insidieusement à la violence.

Avec l'extrême droite au pouvoir, la protection des travailleuses et des travailleurs devient beaucoup plus difficile pour les syndicats, voire impossible.

Vous le savez. Et, comme tout syndicaliste, vous ne voyez pas d'un bon œil la progression de l'extrême droite que nous ressentons sur le lieu de travail, autour de nous, dans les médias et sur les réseaux sociaux.

Opposer une résistance n'est pas toujours simple. D'où la rédaction de ce livret par la FGTB. Devenez des ambassadeurs et ambassadrices de la lutte contre l'extrême droite. Utilisez cet outil. Dans le train, au café, lors des discussions en famille autour de la table... partout où les gens parlent de ce qui les préoccupe vraiment. Il vous aidera à argumenter en faveur des valeurs syndicales qui nous animent. Il est présenté dans un format de poche pratique, pour que vous puissiez toujours l'avoir avec vous.

L'extrême droite se présente comme la voix du peuple, mais elle ne parle en réalité qu'au nom d'une partie très limitée de la société. L'extrême droite a un passé épouvantable en matière de droits syndicaux.

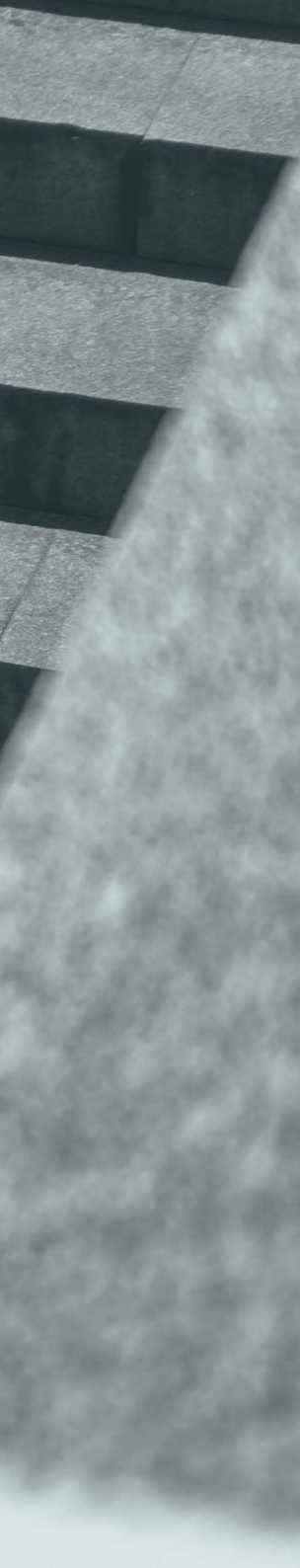
Elle prétend défendre les « gens ordinaires », mais réduit les droits de leurs principaux représentants : les syndicats. Sa politique est en outre fondée sur l'exclusion, la division et la peur. Elle promet la simplicité dans un monde complexe, mais la réalité est qu'elle conduira à une société plus divisée, moins libre et économiquement plus faible, où le travail syndical deviendra beaucoup plus difficile.

Ensemble, nous devons résister à l'extrême droite avant qu'il ne soit trop tard.

1.



« Avec nous, ce
sera différent. Ce
sera mieux! »



C'est faux ! L'extrême droite mise sur une dichotomie dans laquelle seul le Flamand blanc compte. Les autres sont des ennemis et n'ont pas leur place : les migrants, les Wallons, les militants syndicaux... Tous sont considérés comme des adversaires, des profiteurs. Elle parie sur la division et donc l'affaiblissement des travailleurs et travailleuses. Avec l'extrême droite, la cible, c'est toi.

Diviser pour mieux régner

Pourtant, les intérêts et les préoccupations de tous les groupes de la société sont en grande partie les mêmes : vivre en harmonie avec les autres, pouvoir construire un projet pour soi et sa famille, trouver un emploi décent et pouvoir compter sur une protection sociale. C'est à partir de ces points communs qu'une politique doit se construire. Et non à partir des différences. Car on ne fait alors qu'opposer les groupes les uns aux autres.

L'extrême droite construit des images d'ennemis

Le Wallon, le migrant, le jeune de la grande ville, le chômeur, le « wokiste »... On attaque personnellement, on injurie... On présente les cibles comme des « ennemis du peuple ». L'étape suivante consiste à les désigner comme des traîtres, avec un risque d'incitation à la violence. On peut déjà le voir aujourd'hui, lorsque les coordonnées personnelles de journalistes ou d'enseignants et intellectuels critiques... sont jetées en pâture sur les réseaux sociaux entraînant des menaces et harcèlements, voire pire.

Des brigades d'intervention numérique

Dans le cadre de sa stratégie « diviser pour mieux régner », l'extrême droite mise sur une polarisation systématique. Le Vlaams Belang ne fait que souligner les différences et passe sous silence les similitudes. Cette stratégie est renforcée par des armées de trolls anonymes qui manipulent et perturbent les discussions en ligne. Les opposants sont alors harcelés sans relâche, injuriés et traités de tous les noms.

Théories du complot

L'idée d'une élite internationale et mondiale « tirant les ficelles » et « ouvrant grand les portes de l'Europe » n'est rien d'autre qu'un dangereux délire. Le pouvoir et la richesse sont inégalement répartis et c'est contre cette répartition inégale que nous nous battons syndicalement, en unissant les travailleurs et travailleuses. Les partisans du grand complot ne cherchent qu'à effrayer les gens et à alimenter la méfiance à l'égard du système judiciaire, des partis politiques traditionnels,

des médias et de la société civile afin d'en tirer personnellement profit. Or, le système judiciaire, les partis politiques, les médias, les ONG et syndicats sont des piliers de la démocratie. Attaquer leur légitimité, c'est attaquer la démocratie.



?

« Le modèle social belge ne coûte qu'aux Flamands »



Notre pays n'est pas parfait, mais il reste un pays prospère où il fait bon vivre. Le vieillissement de la population se fait toujours plus sentir en Flandre qu'en Wallonie. Cela se manifeste en termes de dépenses de pension et de soins de santé.

« En avoir plus pour notre argent »

Il est souvent sous-entendu, dans le discours de l'extrême droite, que le courageux Flamand qui travaille dur est pressé comme un citron. Au profit des migrants ou des Wallons. On enchaîne alors d'un trait sur « l'Etat » ou la « sécurité sociale » qui nous coûtent trop cher. Pourtant, en comparaison avec les pays voisins, nous ne dépensons pas plus que la moyenne. Et certainement pas si l'on prend également en compte ce que les habitants de certains pays doivent eux-mêmes déboursier en dépenses sociales. Des dépenses sociales qui sont ici supportées par les pouvoirs publics, c'est-à-dire par nous... tous, Flamands, Wallons, Bruxellois. Les Flamands ne sont donc pas pressés comme des citrons. Les seuls à l'être, ce sont les travailleurs et travailleuses des soins de santé, les enseignants, les policiers et les pompiers, les manutentionnaires, les travailleurs et travailleuses du secteur tertiaire, les ouvriers de la construction, du nettoyage, etc. En effet, alors que notre travail est de plus en plus productif, nous ne recevons qu'une part de plus en plus petite des richesses que nous produisons. Tandis que la part des actionnaires ne fait que croître. Un point sur lequel l'extrême droite se garde bien de s'épancher.

« Les transferts vers le puits sans fond qu'est la Wallonie ».

La discussion sur le besoin de solidarité dans notre pays, en particulier de la Flandre vers d'autres régions, est souvent déformée. Les transferts financiers ne se font pas seulement de la Flandre vers la Wallonie et Bruxelles, mais passent par le centre de notre pays, qui s'étend de Louvain-La-Neuve à Anvers, vers les régions qui rencontrent plus de difficultés. Ainsi, il y a également des transferts entre le Brabant wallon et le Limbourg. Ce phénomène est tout à fait normal dans les pays industrialisés, où l'activité économique se concentre autour des pôles de croissance. Rien ne garantit par ailleurs que les pôles de croissance d'aujourd'hui seront encore les mêmes demain. Il fut d'ailleurs un temps où c'est en Wallonie que se trouvaient ces pôles de croissance économique.

Pas d'égalité, pas de solidarité

Le véritable défi consiste à s'attaquer aux problèmes qui apparaissent dans les régions en difficulté en termes de qualité de vie, d'emploi et de niveau d'éducation. Travailler ensemble pour que chacun puisse avancer. Si cela peut être fait plus simplement et plus efficacement, nous sommes preneurs. La Flandre peut-elle vraiment se permettre de donner des leçons ? La manière dont elle gère ses compétences laisse à désirer. C'est clairement visible dans différents secteurs comme les soins, l'accueil de l'enfance et la mobilité, où les lacunes sont criantes.

Oui, notre budget doit être bien géré

Le Vlaams Belang prétend que le problème de notre déficit budgétaire sera miraculeusement résolu si nous arrêtons l'immigration ou si nous scindons le pays. Rien n'est moins vrai. Ils mentent à la population et quand vient l'heure de l'austérité budgétaire, ils s'attaquent systématiquement aux gens modestes, aux services publics ou à la protection sociale. Et pourtant, le poste de dépenses qui représente la plus grande différence entre la Belgique et ses voisins est celui des subventions aux entreprises. Il s'agit de milliards d'euros par an. Un poste que l'extrême droite ne proposera pas de réduire de sitôt.

3.

« Nous misons sur
la coopération avec
les employeurs »

Notre modèle social belge veille à préserver les équilibres. Sous couvert d'égalité de traitement, l'extrême droite veut donner plus de pouvoir aux patrons et ramener la négociation à un face à face patron.ne/travailleur ou travailleuse. C'est-à-dire revenir aux relations de travail du 19ème siècle.

Les travailleurs et les travailleuses doivent se taire

L'extrême droite est pour l'inégalité et contre les syndicats. Elle veut faire taire la voix politique des travailleurs et travailleuses. Elle se présente comme le « syndicat du Flamand travailleur », mais il n'en est rien. Le Vlaams Belang veut que vous puissiez régler vous-même vos problèmes au travail, sans l'aide d'un délégué ou du syndicat. Il s'est déjà prononcé contre les négociations collectives visant à améliorer les salaires. Si vous devez négocier seul.e avec votre patron parce que vous souhaitez réduire votre temps de travail ou parce que vous estimez avoir droit à un salaire plus élevé ou à d'autres avantages, vous aurez beaucoup moins de poids. L'extrême droite dit clairement : débrouillez-vous tout.e seul.e.

L'extrême droite applique la loi du plus fort

Souvent en mettant clairement l'accent sur les intérêts des employeurs et des nantis. Voici quelques-unes de leurs propositions :

- limiter l'Europe à un marché commun (l'économie donc), sans aucun accord sur les droits sociaux ;
- diminuer l'impôt des sociétés de 25 % à 20 %, ce qui profite principalement aux entreprises et aux grands entrepreneurs ;
- procéder à une réforme de la fiscalité du travail plus avantageuse pour les hauts revenus que pour les faibles revenus ;
- limiter les « investissements publics » à un maximum de 50 % du PIB, ce qui pourrait se traduire par des coupes importantes dans la couverture sociale et les services publics.
- Ils ont même dit vouloir moins taxer les collectionneurs de voitures de luxe. Si ça, ça n'est pas révélateur, qu'est-ce qu'il vous faut ?

L'extrême droite est surtout l'amie du patronat

Elle considère la relation entre les salarié.es et les entreprises comme une relation d'égal à égal, ce qui n'est évidemment pas la réalité. Le modèle social belge tient, quant à lui, bien compte de cette réalité en protégeant la partie la plus faible : les travailleuses et travailleurs. Par nature, les employeurs et la classe travailleuse ont des intérêts différents. Pour le Vlaams Belang, ce principe peut être remis en ques-


tion. Nous devrions nous en remettre aux décisions prises au-dessus de nos têtes et laisser les patrons tranquilles. Par ailleurs, l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite serait en réalité aussi une catastrophe pour les employeurs et l'économie. Plus de haine et de conflits sur le lieu de travail, scission du pays et tout le chaos que cela implique, rejet des accords internationaux... tout cela est assurément néfaste pour le développement économique.

L'extrême droite se positionne clairement contre les syndicats

S'opposant à leur rôle crucial non seulement dans le paiement des allocations de chômage, mais aussi dans le domaine étendu des droits liés au travail. Leur proposition de juin 2021 visant à doter les syndicats d'une personnalité juridique, qui exigerait la divulgation des caisses de grève et les rendrait responsables de tout « dommage économique » causé par leurs actions, illustre leur volonté d'anéantir l'influence des syndicats, de les affaiblir. Le Conseil d'État a rejeté cette proposition car elle allait à l'encontre des accords internationaux protégeant la liberté syndicale. Côté francophone, sur ce point, ils sont rejoints par des personnalités du MR, dont le président, Georges-Louis Bouchez, qui n'hésite pas à diffamer et à diaboliser tous les corps intermédiaires (syndicats et mutuelles) et les services publics. Ceux-ci étant les symboles de la solidarité et de l'action collective pour une plus grande justice sociale.

4.

« Le monde
politique est
infesté de voleurs
et de clowns »

A large crowd of people is gathered for a Pride parade. In the foreground, a blue and white umbrella is visible on the left. Several rainbow flags are being held up by the crowd. The background shows a city street with trees and a red and white traffic sign. The text is overlaid on the center of the image.

De nombreux scandales, tous partis confondus, ont terni l'image de la politique auprès de la population. La colère des citoyens et citoyennes est légitime. Mais voir en l'extrême droite une solution, c'est se tromper de colère. Car elle n'apportera jamais les bonnes réponses à la période complexe que nous vivons. Elle se nourrit de la peur et de la rancune et menace notre démocratie. Les femmes et les hommes démocrates doivent, il est vrai, rendre ses lettres de noblesse à la politique et regagner la confiance de la population.

L'extrême droite n'apporte aucune réponse

Les défis sont nombreux, et ils apportent avec eux une foule d'incertitudes et parfois même de la peur. En tant que travailleur, travailleuse, parent, partenaire, citoyen.ne ou ami.e, nous sommes toutes et tous en quête de repères, de réponses. Ce n'est qu'en unissant leurs efforts que la classe des travailleurs et travailleuses vivra mieux. Cela a été démontré dans le passé et c'est toujours d'une actualité brûlante. Ne nous laissons pas diviser.

L'extrême droite n'apporte aucune réponse

Ne vous laissez pas duper. Leurs propositions et leurs « solutions » ne rencontrent jamais l'intérêt des travailleuses et travailleurs. Leur combat consiste à monter les gens les uns contre les autres, jamais à construire un avenir meilleur ensemble.

Ils prétendent représenter les intérêts des citoyens ordinaires, mais leurs idées vont en réalité à l'encontre des principes de démocratie, de justice et de solidarité


Dans un régime d'extrême droite, quiconque a une opinion divergente doit se taire, est menacé ou puni. Tôt ou tard, ce sera votre tour. Un monde sans migrations ? Impossible. Une Flandre indépendante sans déclin économique, sans recul social ni chaos ? Impossible. Ils promettent tout et n'importe quoi pour vous séduire, dans tous les domaines. Lorsque l'extrême droite arrive au pouvoir, les masques tombent rapidement. Collaboration avec les néo-nazis (Allemagne), abolition des droits fondamentaux des femmes ou d'autres groupes (Pologne), menaces envers les juges et les journalistes (Hongrie)... Les exemples ne manquent pas. En coulisses également, collaborer avec des dirigeants étrangers non démocratiques (Russie, Chine) est monnaie courante.

L'extrême droite se nourrit de la peur et de l'insécurité

Mais les « solutions » qu'elle propose ne sont qu'illusion. En tant que syndicat, nous défendons la solidarité, la justice et l'égalité. Nous croyons en une société où chacun.e, indépendamment de son origine, de son sexe ou de son statut social, doit avoir les mêmes chances. Une meilleure protection contre les accidents de la vie, plus d'opportunités de réaliser un projet épanouissant, une répartition plus équitable des richesses, voilà ce que devraient être les priorités du monde politique. Mais nous ne pouvons les y amener qu'en unissant nos forces et non par des querelles entre travailleurs.

5.

« Nous voulons
une communauté
de Flamands qui
travaillent dur »



**Qui rêve d'une Flandre indépendante ? Qui veut une scission de la sécurité sociale ? Ou une sécurité sociale distincte pour les « gens d'ici » et une autre pour les personnes « d'origine étrangère » ?
Personne.**

Pas d'indépendance de la Flandre

Le nationalisme d'extrême droite et le rejet de l'Union Européenne seraient économiquement et culturellement préjudiciables. L'ambition d'une Flandre indépendante au sein de l'Europe est irréaliste et potentiellement très dommageable pour sa prospérité et son développement. En outre, le soutien à une Flandre indépendante est faible, comme le démontrent les recherches et les sondages de la Katholieke Universiteit Leuven au fil des ans ; la majorité des Flamands ne veut pas du séparatisme. Ces sentiments nationalistes se limitent principalement à un petit groupe bruyant, souvent guidé par des émotions comme la rancune et la méfiance. Notre pays est de surcroît difficile à diviser parce qu'aucun parti n'a de vision claire pour Bruxelles, qui est quand même le cœur économique du pays.

Protectionnisme national

Le Brexit s'est révélé être un drame économique pour les britanniques. L'impact d'une possible séparation pourrait être similaire aux conséquences négatives du Brexit. Par son protectionnisme national strict, l'extrême droite risque de nuire gravement à l'économie, et donc à notre prospérité. Leur opposition idéologique à l'Union européenne et au marché intérieur pourrait isoler la Flandre et la Belgique, avec un risque de déclin économique. Ce serait une véritable catastrophe.

L'extrême droite est synonyme d'insécurité

Son idée communautaire et le nationalisme qu'elle prône ne profitent pas aux flamands. La philosophie d'extrême droite est opposée à l'État social, malgré ses prétentions d'implication sociale. Elle promeut une vision sélective de la sécurité sociale, avec des conditions strictes et une redistribution basée sur l'identité. L'extrême droite veut scinder des services essentiels comme la sécurité sociale et les soins de santé, ce qui conduit à de plus grandes inégalités dans la société.

L'extrême droite préconise également un système de sécurité sociale distinct pour les migrants, ce qui va à l'encontre des principes de solidarité et d'égalité universelles

Nous ne voulons pas de citoyens A et B en fonction de leur origine, de leur sexe ou autre. La sécurité sociale doit être la même pour toutes et tous. Les mêmes devoirs et les mêmes droits. Leur opposition aux mesures sociales et inclusives au Parlement européen, ainsi que leurs voix dissidentes en matière de réglementation fiscale, révèlent leur vrai visage : priorité au grand capital.

6.

« Nous voulons
augmenter les
salaires nets »

Leurs plans fiscaux semblent attrayants, mais en y regardant de plus près, vous constaterez qu'ils comportent une profonde inégalité.

Négociation des salaires

Il est frappant de constater à quel point l'extrême droite reste silencieuse sur la lutte pour la libre négociation des salaires, un élément crucial pour une rémunération juste. Elle pratique ici un double langage. En 2017, l'extrême droite au parlement fédéral a soutenu le renforcement de la loi de 1996 sur la norme salariale, comme les partis conservateurs du gouvernement Michel. Ils ont donc voté pour une loi qui gelait les salaires, ce qui était en phase avec la politique du gouvernement de droite. Un vote en contradiction avec leurs déclarations sur la protection du pouvoir d'achat des gens ordinaires. En 2021, le Vlaams Belang a même demandé la suppression de la négociation salariale interprofessionnelle.

Le Vlaams Belang est et reste un parti patronal

En 2021, il a ardemment défendu les patrons, lorsque nous menions des actions contre cette loi sur la norme salariale. Sa rhétorique sur le soutien au monde du travail contraste fortement avec ses actes. Une fois de plus !

Réforme de la loi sur les salaires. Liberté de négocier des augmentations de salaires. Pas touche à l'index



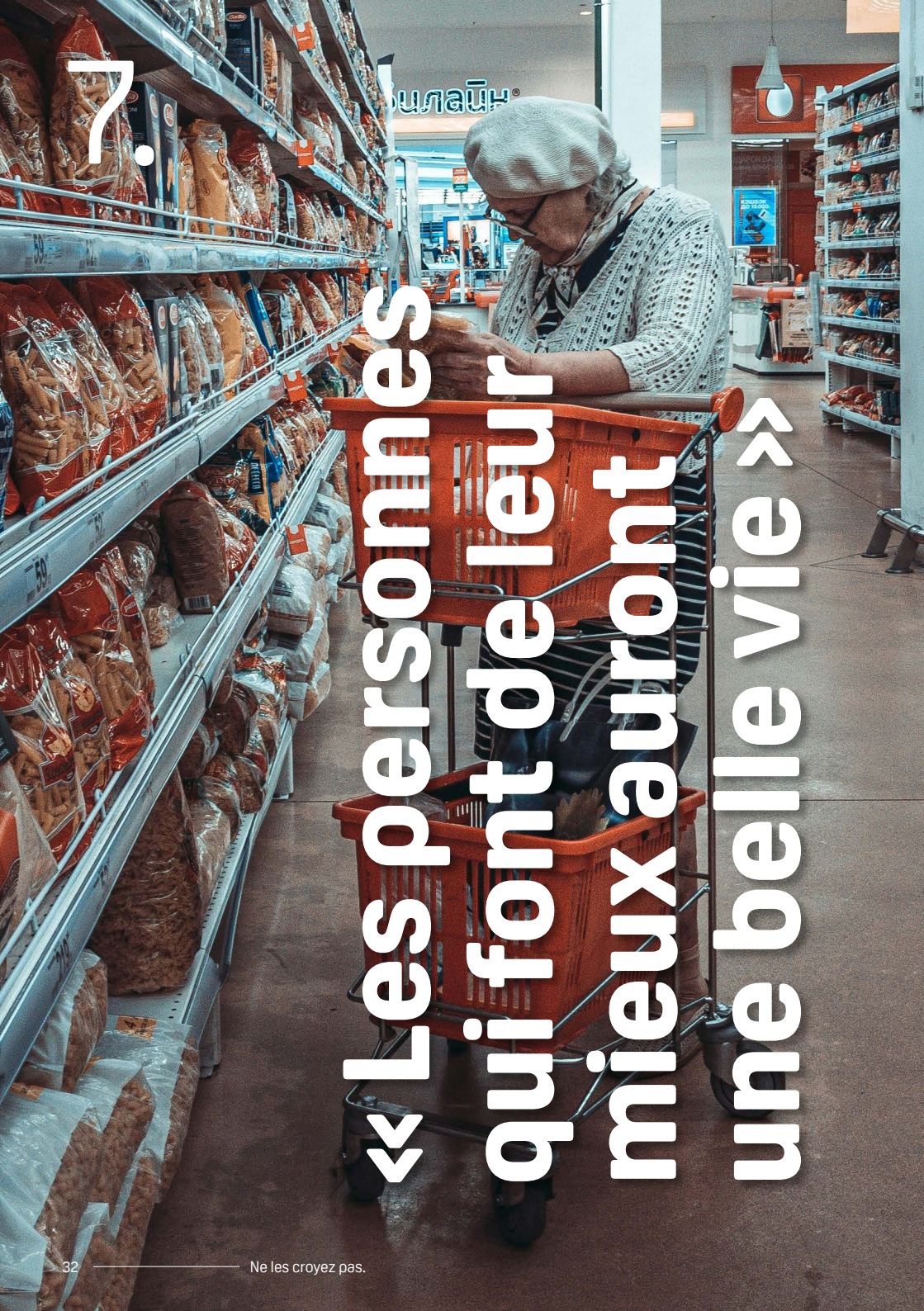
L'extrême droite vote contre l'augmentation des salaires minimum en Europe

Nous soutenons l'idée d'un salaire minimum européen afin de garantir un salaire juste à tous les citoyens et toutes les citoyennes de l'UE. Cette proposition a été soumise au Parlement européen en 2022. La plupart des partis politiques belges l'ont soutenue. Le Vlaams Belang ne l'a pas fait, sous prétexte que les salaires minimums doivent rester une compétence nationale. Cet argument ne tient pas la route. Cette directive n'empêche en effet aucunement les États membres de conserver leurs propres lois sur le salaire minimum. Elle encourage seulement les États membres à prévoir un salaire minimum, et ce à un niveau juste, en tenant compte de leur propre contexte national. En votant contre, ils soutiennent implicitement le dumping social. Encore un vote contre le monde du travail.

Comment envisagent-ils les salaires minimums ?

Des promesses, toujours des promesses... Ils proposent une augmentation de 5 % du salaire minimum en Flandre. Mais uniquement en Flandre, donc. Que font-ils de l'égalité économique ? Et des nombreux Flamands qui travaillent à Bruxelles ou en Wallonie? Silence radio...





7.

« Les personnes
qui font de leur
mieux auront
une belle vie »



**Le regard de l'extrême droite sur
l'indexation automatique des
salaires et les pensions n'a rien à
voir avec la justice sociale.**

Auparavant, l'extrême droite mettait un point d'honneur à attaquer l'indexation automatique des salaires

Puis soudainement, le Vlaams Belang a changé son fusil d'épaule. Il affirme maintenant défendre l'index et vouloir protéger le pouvoir d'achat de la population. Par le passé, il s'est toujours fortement opposé à l'indexation automatique des salaires et des allocations. Que signifie ce revirement ? L'extrême droite veut en réalité modifier l'index et le limiter à une indexation des salaires nets. En d'autres termes : moins de recettes dans les caisses de la sécurité sociale et donc, moins d'argent pour les pensions, les indemnités de maladie et les autres droits sociaux. C'est ça que prône le Vlaams Belang !

Nos pensions

Lors des élections de 2019, l'extrême droite s'est prononcée pour une pension à points, un mécanisme dont le but premier est de limiter les dépenses de pensions et qui, de façon générale, défavorise les bas revenus et surtout les travailleurs à temps partiel (donc principalement des travailleuses). Le système de pension à points est un très mauvais système. En Allemagne, la pension à points a été introduite et les pensions n'ont fait que diminuer. Ce système entraîne plus d'incertitude sur le montant de la pension et en pratique, les gens doivent travailler plus longtemps. Les travailleurs et travailleuses ne connaîtraient l'âge exact de leur retraite que deux ans avant de la prendre. Ce qui induit, là encore, une grande incertitude et un sentiment d'insécurité. De plus, le risque d'obtenir un montant de pension inférieur est réel si vous prenez votre pension en période de crise économique. Faire des économies sur le dos des pensionnés, c'est ça la véritable intention de l'extrême droite. En complète contradiction avec leurs discours électoraux sur le pouvoir d'achat.

Leur position concernant l'âge de la pension est contradictoire

Certes, ils plaident pour un abaissement de l'âge légal de la pension mais ils évoquent aussi l'allongement nécessaire des carrières. D'une part, ils avancent une proposition d'un travail plus léger pour les plus de 55 ans, mais d'autre part, ils envisagent de faire progressivement disparaître les mesures de fin de carrière (les RCC et emplois de fin de carrière), ce qui soulève une fois de plus l'ambiguïté de leur engagement pour les travailleurs et travailleuses plus âgés. Enfin, leur comportement de vote sur cette question en dit long. En 2015, durant le vote crucial sur le relèvement de l'âge de la pension à 67 ans, seul un parlementaire d'extrême droite sur 3 a participé au vote et a voté contre. L'absence des deux autres représentants à un vote si important révèle leur division interne et l'incertitude à cet égard dans leur parti. Ne leur faites pas confiance sur la question des pensions !

« Les allocations.
familiales doivent
être augmentées,
mais ne peuvent
pas être un chèque
en blanc »



Pour de nombreux parents, les allocations familiales (ledit « groeipakket » en Flandre), sont vitales. L'extrême droite souhaite en supprimer une partie. Ce sont les enfants mêmes qui en seront les premières victimes.

Les allocations familiales

L'extrême droite souhaite indexer les allocations familiales, mais en même temps, fortement réduire leur montant de base, à 113 euros (soit une diminution de 33%). Tout ce qui se situe au-delà de ce montant, serait couplé à un certain nombre d'obligations. En gros, cela signifie moins d'allocations familiales pour de nombreuses familles.

Ils décrivent les allocations familiales comme un « chèque en blanc » auquel davantage d'obligations devraient être liées

Les allocations familiales ne seraient donc plus un droit, mais une faveur que l'on doit mériter en remplissant certaines conditions. Par exemple, elles seraient plus élevées si les parents travaillent tous les deux. N'est-ce pas l'ironie même ? Donner plus à celles et ceux qui en ont le moins besoin...

Ils mêlent toutes sortes d'obligations jusqu'à ce que plus personne ne puisse répondre à tous les critères. Aujourd'hui, si vous êtes sans emploi, vous êtes sanctionné.e financièrement si vous ne parvenez pas à prouver que vous cherchez activement un travail. Demain, il veulent appliquer cette logique aux allocations familiales, et puis ça ira jusqu'où ? Bientôt, il n'y aura plus de soins de santé gratuits ? Plus d'enseignement gratuit ? Plus d'accès aux routes gratuitement ?

L'extrême droite prône la culture de la méfiance et de l'espionnage entre citoyens

En Flandre, une partie du montant de base actuel des allocations serait retenue si l'enfant ou les parents ne connaissent pas suffisamment le néerlandais. À l'école et dans les structures d'accueil des enfants, les enfants et les parents devraient être espionnés. Avec l'extrême droite au pouvoir, les parents seraient aussi obligés de faire une déclaration auprès des autorités s'ils ne connaissent pas suffisamment le néerlandais. Ensuite, ils seraient testés et ils pourraient perdre les allocations familiales s'il s'avère qu'ils ne maîtrisent pas suffisamment la langue.

L'apprentissage des langues n'est pas volontaire

Il y a déjà des obligations concernant l'apprentissage du néerlandais (sur le marché du travail, ancrage obligatoire dans la société, dans l'ens-

eignement). En renforçant ces obligations et en posant des conditions préalables pour des choses qui n'ont rien à voir avec ces obligations (allocations familiales, par exemple), on ne favorise pas l'apprentissage du néerlandais. Au contraire. La personne qui vient habiter en Flandre pour occuper une fonction critique dans le secteur des soins devrait attendre de maîtriser parfaitement le néerlandais pour pouvoir travailler, envoyer ses enfants à l'école, recevoir des allocations familiales, etc. Alors que c'est justement par ce biais que les gens s'intègrent plus rapidement.

Ils sont aussi contradictoires dans leurs explications

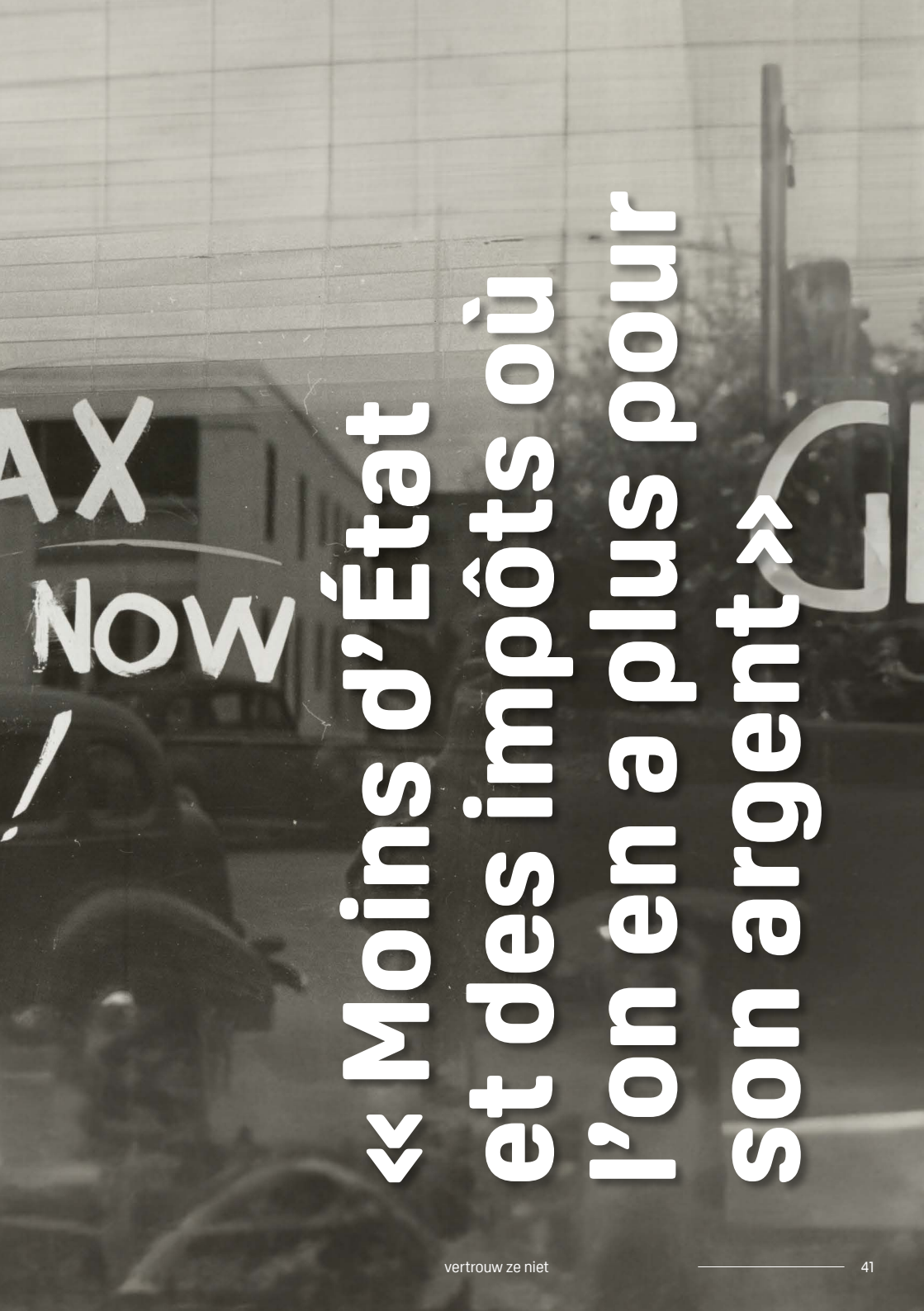
Si les deux parents travaillent à temps plein, ils obtiennent plus. Si l'un des deux est à temps partiel et reste à la maison pour s'occuper des enfants, la famille obtiendra plus aussi, via une allocation alternative. Où est la logique ? Parfois, ce qui paraît contradictoire masque en fait une véritable intention : valoriser le modèle du père qui travaille et de la mère qui fait « le choix » de sacrifier sa carrière pour s'occuper du foyer et des enfants.



9.

PAY YOUR TA

Here



**« Moins d'État
et des impôts où
l'on en a plus pour
son argent »**

Tout le programme économique de l'extrême droite semble être rédigé à la mesure du « Flamand qui travaille dur », mais quand on y regarde de plus près, on voit que les grosses fortunes et les employeurs sont largement privilégiés.

La FGTB prône une contribution plus importante des grosses fortunes de façon à ce que chacun.e fournisse une contribution juste par rapport à son revenu

Pour l'extrême droite, ce n'est pas nécessaire. Elle est même diamétralement opposée aux idées d'une fiscalité plus juste qui impacterait davantage les plus fortunés. Les représentant.es de l'extrême droite entretiennent souvent un lien fort avec de riches hommes et femmes d'affaires et défendent les intérêts des plus nantis. Cela apparaît clairement dans leurs idées, mais aussi dans leur comportement de vote lorsqu'il est question de fiscalité. En juillet 2020, une loi était soumise au Parlement européen pour accroître la justice fiscale en Europe. Cette loi contenait une liste noire des paradis fiscaux en Europe et impliquait le développement d'un cadastre des fortunes pour pouvoir vérifier si des impôts étaient payés par les multinationales. Ces mesures avaient pour objectif d'introduire une fiscalité juste et de lutter contre l'évasion fiscale par les grandes entreprises et les (plus) nantis. L'extrême droite, le Vlaams Belang, a voté contre ces mesures.

Selon eux, les avoirs et les bénéfices qu'ils permettent de dégager sont déjà lourdement taxés et plus d'impôts mènent à un « État tout puissant »

Cet argument passe sous silence le fait que l'évasion fiscale ou l'optimisation fiscale, pratiquée par les grosses fortunes et les grandes entreprises, est un fléau qui accentue les inégalités et qui mine les services publics. La majeure partie des recettes publiques retourne à la population, par le biais de la sécurité sociale, des services... La fiscalité joue un rôle redistributeur. Mais cela n'intéresse absolument pas l'extrême droite qui drolote les grosses fortunes.

Selon eux, il ne faut pas toucher aux grosses fortunes

En s'opposant aux mesures de justice fiscale, l'extrême droite démontre que sa priorité est de protéger les intérêts des riches plutôt que de viser une société plus égalitaire. Le VB s'oppose aussi à une taxe plus élevée sur les comptes-titres, car selon lui « la Belgique fait déjà partie des pays qui tirent les plus grosses recettes de la fortune en Europe, des recettes que le gouvernement souhaite encore augmenter. » Ce qui a officiellement été démenti, notamment par la Commission européenne.

10.

« Nous sommes
envahis de
migrants et ça
nous coûte un
paquet d'argent »



C'est FAUX. Nous ne pouvons pas nous laisser duper par ces discours électoraux, relayés par certains médias. Comme dans les techniques de marketing, le Vlaams Belang construit une problématique et l'amplifie : l'immigration. S'il est vrai que les migrations comportent des défis, il faut aborder la question et mener le débat de façon juste, sans tomber dans les caricatures de la droite. Le niveau de la migration internationale est resté bas. Notons au passage qu'avec un solde migratoire plus faible, le budget nécessaire pour payer les pensions ne fera qu'augmenter!

Le niveau des migrations mondial est bas et stable

Le niveau de migration actuel n'est pas exceptionnel. Ces dernières décennies, l'intensité relative de la migration mondiale est restée stable. Quelques chiffres pour remettre les choses en perspective : 83% de la population mondiale ne sont pas des migrant.es. 13% sont des migrant.es internes, soit des personnes qui se déplacent de leur village vers la ville. 3,3% sont des migrants internationaux et 0,3% de la population mondiale sont des réfugié.es. Dans les années 1980, ce chiffre était plus élevé. Ces chiffres donnent déjà une toute autre perspective. Et donc, non : il n'y aura pas de tsunami migratoire!

Quelques constats

La plupart des migrant.es traversent la frontière en toute légalité. Si l'on se compare aux Etats-Unis, le nombre de migrants « illégaux » en Europe est plutôt limité. À long terme, il n'augmentera d'ailleurs pas non plus. Un autre point qu'un parti comme le Vlaams Belang passe plutôt sous silence, est le fait que ces « migrants illégaux » viennent alimenter la main d'œuvre au noir sur le marché du travail, au service de patrons qui les exploitent.

Près de 30% de la population belge est issue de la migration

16,5% des Belges font partie de la première génération de migrants et 13,7% de la deuxième génération. 47% d'entre eux proviennent d'un pays de l'Union européenne. On peut d'ailleurs se demander durant combien de générations il convient de parler de « migrants », car très souvent, les personnes qui sont nées ici sont considérées comme faisant partie de ce groupe. Et pour ceux qui manquent encore de discernement, il s'agit tout simplement d'autre chose : une autre couleur de peau.

La migration est bénéfique pour l'économie d'un pays

En 2020, la Banque nationale de Belgique a calculé les coûts et profits économiques de la migration, ce qui est loin d'être simple ou évident car

¹ Hein de Haas. Hoe migratie echt werkt: het ware verhaal over migratie aan de hand van 22 mythen. Amsterdam, Het Spectrum, 2023 /Comment la migration fonctionne-t-elle vraiment : la véritable histoire de la migration à partir de 22 mythes.

de nombreux facteurs doivent être pris en compte. Mais les résultats se situaient dans la lignée d'autres études étrangères : en soi, la migration est bénéfique pour l'économie d'un pays. C'est un investissement sur le plus long terme, car la première génération de migrants « coûte » en net à la société tandis que la deuxième génération rapporte beaucoup sur le plan économique.

Un arrêt de la migration introduit par une Flandre indépendante hypothéquerait lourdement l'avenir de cette région

Une république flamande isolée subirait de plein fouet le vieillissement de la population et le manque de main d'œuvre. La Flandre compte en effet relativement plus de personnes âgées. En Flandre, il y a aussi plus de postes vacants pour lesquels on ne trouve pas de candidat.es. Sans parler de la perte économique qu'induirait ce blocage politique du pays. La main d'œuvre qui nous manque aujourd'hui, devra donc inévitablement venir en partie de la migration.

La migration entraîne des défis et des tensions que nous ne pouvons évidemment pas ignorer

Mais nous devons mener le débat sur les bonnes bases. La réalité est plus complexe. L'extrême droite résume tout à une question de culture et passe sous silence le contexte économique. C'est pourquoi, nous devons tenter de définir les problèmes d'une autre façon.

Le dumping social est un problème réel

Tant pour les travailleurs d'ici que pour ceux qui sont envoyés dans nos pays pour y travailler ou qui y travaillent en sous-traitance. Le nombre de travailleurs étrangers actifs chez nous par le biais du détachement est au moins dix fois plus élevé que le nombre de migrant.es économiques ou le nombre de réfugié.es qui bénéficient d'une protection. Lorsque des problèmes de société apparaissent, ils ne sont pas résolus en multipliant les obstacles et en créant un groupe de citoyens de seconde zone. La solution est de construire une société avec des droits et des obligations égales. Et de lutter contre l'exploitation et le dumping social.

11.

« Il faut arrêter la
folie climatique ! »



Le changement climatique agit sous nos yeux. À cet égard, l'extrême droite est ambiguë. Elle se profile comme protectrice de la « nature », reconnaît parfois qu'il faut diminuer les émissions de CO2 mais prône un « réalisme climatique » qui protège le grand capital et les patrons dans cette lutte contre le réchauffement. Et puis, pour ces partis, les causes sont ailleurs : en Chine, par exemple ! Pas en Flandre, pas ici, pas chez nous...

Changement climatique

Pour l'extrême droite, les efforts pour s'atteler au changement climatique relèvent de la « folie climatique », un terme qui témoigne d'un profond mépris à l'égard du consensus scientifique. L'extrême droite assène des banalités, du style : « C'est la faute des Chinois » et elle tente d'échapper à ses responsabilités. En étouffant les problèmes climatiques et en niant la réalité scientifique, l'extrême droite freine dangereusement les mesures nécessaires. Une telle approche ne fait que profiter au grand capital (favorable à l'énergie fossile et nucléaire) ainsi qu'aux Etats producteurs de pétrole comme l'Arabie Saoudite, la Russie, les Emirats Arabes Unis. Tout cela, au détriment des personnes les plus faibles de notre société qui n'ont pas les moyens financiers pour se protéger contre les conséquences du dérèglement climatique.

Le Vlaams Belang adopte une attitude totalement irresponsable et ambiguë concernant le changement climatique et la politique environnementale

Nous devons travailler main dans la main et veiller à une transition socio-écologique vers une économie durable, en accord avec la société civile et les syndicats. Les solutions impliquent des gains mutuels, sur le plan social et écologique, comme de meilleurs logements, de meilleurs transports publics et le développement d'une économie circulaire avec des emplois de qualité. Le coût ne peut pas être répercuté sur celles et ceux qui éprouvent déjà des difficultés. Les riches polluent, les riches paient.

Le Vlaams Belang affirme que l'énergie verte est souvent plus chère

C'est un non-sens. L'énergie solaire et éolienne sont les sources d'énergie les moins chères et elles peuvent faire baisser la facture énergétique des ménages. Le gros problème, c'est que ces énergies ne permettent pas de dégager des méga profits pour les grandes entreprises actives dans le secteur de l'énergie fossile et nucléaire. Ni pour leurs actionnaires, que le Vlaams Belang défend.

Dans des dossiers concrets, ils soufflent aussi le chaud et le froid

Ils sont par exemple du côté des agriculteurs (qui protestent) dans le débat sur les restriction d'azote, ce qui accroît leur popularité. Ils soutiennent également de grands projets industriels comme le projet d'Ineos et son craqueur d'éthane dans le port d'Anvers. Ce qui ne les empêche pas de plaider pour la préservation de la nature autant que possible.

La logique derrière ces positions contradictoires n'est pas claire, même au sein de leur propre organisation. Le fait de minimiser le changement climatique et de contrer les efforts internationaux pour s'atteler à ce problème, peut avoir de graves conséquences pour l'environnement, la santé publique et l'économie. C'est pourquoi, il est urgent de chercher activement des solutions radicales, dans un processus de juste transition. C'est-à-dire qui inclut les travailleuses et travailleurs aujourd'hui et à l'avenir.

Qui dit écologie, dit mobilité. L'extrême droite veut rendre la question de la mobilité encore plus complexe

Dans les faits, ils veilleront à ce que les différents moyens de transport public (bus, trains, trams) soient encore moins alignés. Ils plaident pour plus d'investissements dans le transport du rail. Mais ils veulent scinder le rail et le libéraliser, à l'instar de nos voisins néerlandais. Notre pays a la taille d'un mouchoir. Faut-il vraiment régionaliser une nouvelle matière ? De plus, ils veulent que l'argent reviennent aux acteurs privés.

Ce qui signifie encore moins de moyens pour les transports publics. Idem pour les trams et les bus : ils devraient rouler partout, s'arrêter partout (devant les maisons de repos, devant les zonings d'entreprises), mais sans investissements supplémentaires, et à nouveau, en faisant revenir une plus grande part du gâteau aux sociétés de transport privées.

Nous avons vu, avec la libéralisation du secteur de l'énergie, à quel point le citoyen/la citoyenne lambda est perdant.e : un service moins efficace et des prix incontrôlables. Rien à voir avec ce qu'on nous avait promis sur les bienfaits de la mise en concurrence. Ne commettons pas cette erreur pour les transports.

12.





« Nous sommes le parti de la liberté ! »

L'extrême droite prétend défendre « la liberté », mais elle supprime des droits aux citoyen.nes.

L'extrême droite restreint les libertés

Ces dernières années, l'extrême droite s'est appropriée la notion de liberté. Durant les protestations lors de la crise du coronavirus, elle a souvent prétendu se battre pour la « liberté ». C'est devenu une notion bateau qui regroupait tout et n'importe quoi : ne pas se faire vacciner, la position défavorisée des campagnes, le nombre trop élevé de migrants qui veulent imposer leur volonté religieuse chez nous, etc. Le Vlaams Belang est, par excellence, le parti qui véhicule des idées qui limitent la liberté. Non pas que vous risquiez de vous retrouver directement en prison, c'est bien plus subtil : certains droits sont refusés à certaines personnes, certaines personnes se voient retirer des moyens, ou sont exclues.

Ils criminalisent presque tout ce qui n'est pas hétéro

Peu après son élection, Dominiek Snelpe (Vlaams Belang) remettait en question « les droits conquis des homosexuels ». Et de souligner : « La question est simplement de savoir s'ils doivent pouvoir se marier et adopter des enfants. Pour moi, cela va un peu trop loin ». Elle a été rappelée à l'ordre, mais on peut s'imaginer que ce sentiment vit au niveau du Vlaams Belang. Systématiquement, le parti vote contre tous les progrès engrangés ces dernières années. Ils mettent un point

d'honneur à qualifier la communauté LGBTQIA+ d'anormale. Et en cela, ils s'alignent sur Vladimir Poutine et Victor Orban. En Hongrie, tout signe, toute référence à l'homosexualité est interdit. En Italie, Meloni réduit de plus en plus les droits de ces personnes. Chez nous, Dries Van Langenhove¹ de Schild & Vrienden a qualifié le drapeau arc-en-ciel de drapeau de pédophiles.

Droits des femmes

L'assouplissement de l'avortement est considéré par l'extrême droite comme une attaque envers les droits des femmes. L'extrême droite est plutôt mal placée pour évoquer les droits des femmes. Il suffit de regarder ce qui se passe dans les pays voisins. Le premier ministre hongrois, Victor Orban, la première ministre italienne, Giorgia Meloni, l'ancien gouvernement conservateur de droite en Pologne : tous réduisent les droits et libertés des femmes, leurs moyens d'émancipation, en ce compris le droit à disposer librement de leur corps. Pour l'extrême droite, les femmes doivent se taire et suivre.

¹ D. Van Langenhove a été condamné en mars 2024 à un an de prison ferme pour infraction à la loi sur le racisme et le négationnisme. Le Président du Vlaams Belang n'a pas hésité à qualifier la justice belge de « pourrie » et à jouer à fond la carte de la victimisation. Le Vlaams Belang va en appel de cette décision. L'affaire est donc toujours en cours.

13.

« Laissez-nous
participer au
pouvoir! »



Partout où l'extrême droite accède au pouvoir, elle restreint les libertés. Nous ne voulons pas que ça se passe ici. De plus, la démocratie, ce n'est pas « Je suis le plus grand, à moi le pouvoir ». Il s'agit plutôt de trouver un compromis entre des groupes qui défendent des intérêts divergents. Sans cela, nous glissons vers un régime autoritaire.

Faire comme s'il y avait une majorité flamande pour l'extrême droite, c'est se tromper

Le Vlaams Belang a beau être le plus grand parti de Flandre, cela ne signifie pas pour autant qu'il a une majorité. La voix des 70-80-90% des électeurs et électrices qui n'ont PAS voté pour l'extrême droite ces dernières décennies, compte aussi. Il n'y a rien d'anti-démocratique au fait que des partis décident de ne pas travailler avec l'extrême droite sur la base de leurs positions de départ et de leur programme. Si l'extrême droite ne trouve pas de majorité, c'est sa responsabilité.

L'extrême droite détruit

Quand l'extrême droite arrive au pouvoir, très vite, elle détruit la démocratie, s'attaque aux contre-pouvoirs. Elle niera cet état de fait, mais la réalité dans d'autres pays est là pour l'illustrer très clairement.

Les liens financiers et la collusion d'intérêts avec les pays anti-démocratiques et les dictateurs, tels sont les points forts de l'extrême droite

Quelques exemples : la France (Le Pen veille à ce que la banque de Poutine assure son financement) et la Belgique (espionnage et lobbying



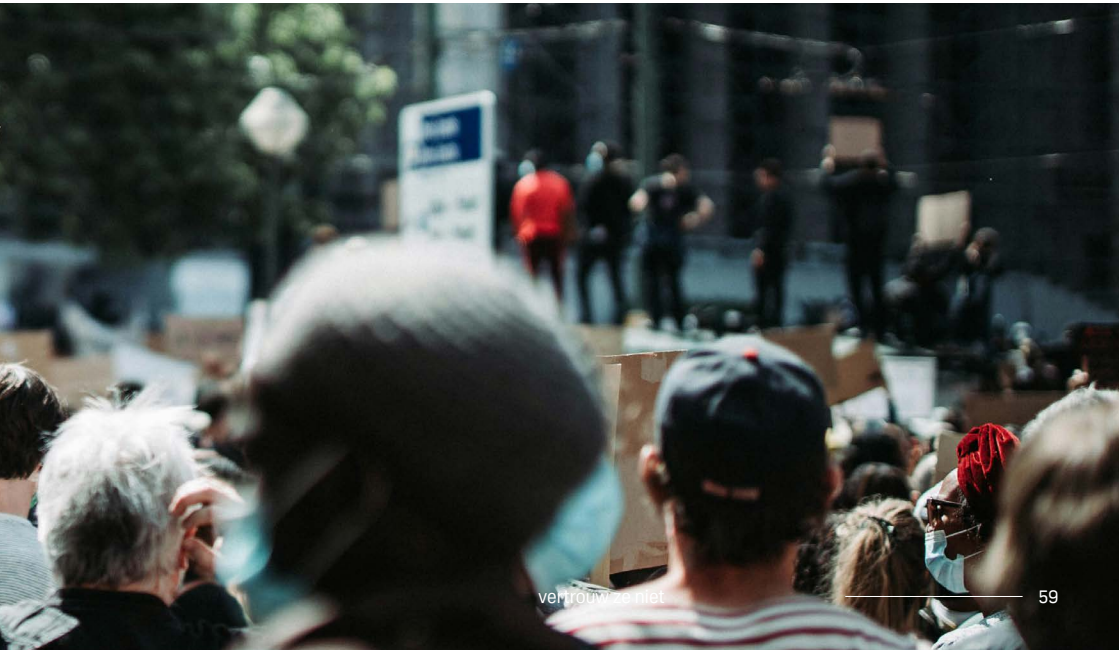
des hommes politiques du Vlaams Belang pour les entreprises/autorités chinoises).

De plus, ils tolèrent les appels à la violence

Quelques exemples ici aussi : l'assaut du gouvernement au Brésil, la rencontre secrète entre les dirigeants de l'AFD en Allemagne avec les néo-nazis pour préparer un plan de déportation des migrant.es, les poursuites judiciaires à l'encontre de Donald Trump pour l'assaut du Capitole, le silence de Meloni à propos de la marche des néo-nazis, la violence contre les LGBTQIA+ et les réfugiés qui augmente de façon spectaculaire en Hongrie...

Enfin, ils restreignent les libertés syndicales

Pour preuve : le 1er mai 2021, Tom Van Grieken a appelé à supprimer la concertation salariale interprofessionnelle et son parti est depuis longtemps favorable à ce qu'on autorise des poursuites judiciaires à l'encontre des grévistes et des syndicats.



**En bref :
pourquoi il
vaut mieux
ne pas les
croire ni leur
accorder
votre
confiance ?**

La plupart des propositions de l'extrême droite sont irréalistes. Ils présentent aux citoyen.nes un monde qui n'existe pas. Ils veulent isoler la Flandre du monde réel qui nous entoure. Mais cela n'est ni possible ni souhaitable.

L'extrême droite : rien de bon pour les salaires

- Nous voulons des salaires plus élevés, un pouvoir d'achat renforcé et une augmentation des salaires minimums, alors que l'extrême droite est contre des salaires minimums plus élevés et vote en faveur d'une loi rigide sur la norme salariale - malgré ses discours qui disent l'inverse.
- Leurs votes au Parlement fédéral et au Parlement européen montrent qu'ils défendent souvent les intérêts des grandes entreprises et soutiennent implicitement le dumping social - ce qui contredit leurs affirmations sur la protection des travailleurs et travailleuses.
- Leur proposition d'augmenter le salaire minimum de 5 % en Flandre, mais pas dans le reste du pays, prouve qu'ils sont contre l'égalité sociale.

L'extrême droite est synonyme d'insécurité

- L'extrême droite veut démolir la sécurité sociale et créer des clivages à travers le projet nationaliste. La scission de la sécu mettrait bien évidemment son financement en péril. La sécurité sociale se rétrécirait puisque sa base assurantielle serait réduite (moins de cotisantes = des risques moins bien couverts).
- L'extrême droite limite les droits des migrant.es et vote contre les mesures sociales.
- Leurs politiques désavantagent les plus faibles, rompent avec l'égalité et la solidarité et servent principalement les intérêts des grandes entreprises.

L'extrême droite ne veut pas que vous obteniez plus

- L'extrême droite revendique aujourd'hui son soutien à l'indexation automatique des salaires et aux pensions, mais son passé, ses actes et ses votes révèlent des contradictions et des divisions internes.
- Leur réforme fiscale favorise les hauts revenus et nuit aux personnes en difficulté.
- Nous devons rester critiques et entreprendre des actions pour protéger la sécurité sociale et les pensions.

L'extrême droite va à l'encontre de vos intérêts et fait des cadeaux aux employeurs

- L'extrême droite favorise les inégalités et s'oppose aux syndicats.
- L'extrême droite veut que vous vous débrouilliez seul.e au travail, sans soutien collectif.
- D'un point de vue économique, l'extrême droite prône une politique néolibérale pure et dure, qui profite aux employeurs et aux personnes à hauts revenus.

L'extrême droite préfère s'asseoir sur les droits conquis

- L'extrême droite promeut des politiques obsolètes et misogynes qui mettent l'accent sur les modèles familiaux dépassés et les rôles traditionnels des hommes et des femmes.
- L'extrême droite s'oppose aux progrès en matière d'égalité des droits et de traitement des femmes et des personnes LGBTQIA+.

- L'extrême droite divise et sape les efforts pour une société inclusive et égalitaire. C'est précisément pour cette raison qu'un incitant supplémentaire en faveur d'une politique d'égalité des chances est absolument nécessaire.

L'extrême droite drolote les grandes fortunes

- L'extrême droite s'oppose à la justice fiscale et vote contre l'imposition équitable des grosses fortunes.
- Au Parlement européen, l'extrême droite a voté contre les mesures de lutte contre l'évasion fiscale.
- L'extrême droite continue à soutenir des politiques qui protègent les intérêts des couches les plus riches de la société au détriment d'une plus grande égalité sociale.

L'extrême droite nuit gravement à notre avenir

- L'extrême droite fuit ses responsabilités. Le changement climatique nécessite de toute urgence une coopération internationale, mais les partis tels que le Vlaams Belang ignorent ou minimisent souvent le fléau et son urgence.
- Leur point de vue, marqué par une opposition aux engagements internationaux tels que les Accords de Paris, contraste fortement avec celui des groupes progressistes qui considèrent le changement climatique comme une menace imminente et préconisent des solutions proactives et collectives.

Sources :

Koen Abts

‘De sociale agenda van Vlaams Belang? Niets links aan!’
Dans: Samenleving & Politiek, 30, 2023, n° 6, pp. 22 à 29.
(L’agenda social du Vlaams Belang ? Rien de gauche !).

Daan Delespaul en Marc Swyngedouw

‘Heeft extreemrechts zijn glazen (kies)plafond doorbroken?’
In Samenleving & Politiek, 8 mars 2023,
www.sampol.be/2023/03/heeft-extreemrechts-zijn-glazen-kies-plafond-doorbroken
(L’extrême droite a-t-elle brisé son plafond de verre (électoral)?)

Hein de Haas

‘Hoe migratie echt werkt: het ware verhaal over migratie aan de hand van 22 mythen.’ Amsterdam, Het Spectrum, 2023.
(Comment la migration fonctionne-t-elle vraiment : la véritable histoire de la migration à partir de 22 mythes).

Jasper Praet

‘Tussen klimaatontkenning en klimaatrealisme: hoe groen is Vlaams Belang?’
Samenleving & Politiek, 30, 2023, n° 3, pp. 71 à 75
www.sampol.be/2023/03/tussen-klimaatontkenning-en-klimaatrealisme-hoe-groen-is-vlaams-belang
(Entre le déni climatique et le réalisme climatique : dans quelle mesure le Vlaams belang est-il vert ?)

Willem Sæs

‘Het debat over transfers naar Wallonië is misplaatst’
In: De Tijd, 7 oktober 2021.

Vincent Scheltiens en Bruno Verlaeckt

‘Extreemrechts: De geschiedenis herhaalt zich niet’
(op dezelfde manier). ASP, 2021
(Extrême droite : l’histoire ne se répète pas (de la même manière)).

Miranda Ulens

‘Laten we stoppen Vlaams Belang sociaal-economisch ‘links’ te noemen’
dans: De Morgen, 25 september 2023
(Cessons de qualifier le Vlaams Belang de « parti de gauche » sur le plan socio-économique).

‘Vlaanderen Welvarend’ - het sociaal-economisch congres Vlaams Belang

Alsook alle Vlaams Belang-brochures over oa. Gezin, Mobiliteit, Pensioen, Fiscaliteit, Big Tech, Media en Brussel.

(La Flandre prospère - le congrès socio-économique du Vlaams Belang. Ainsi que toutes les brochures du Vlaams Belang sur des sujets tels que la famille, la mobilité, les pensions, la fiscalité, les grandes technologies, les médias et Bruxelles).

Dominique Willaert

‘Niet alles maar veel begint bij luisteren: Een verslag uit de Denderstreek.’ Epo, 2023.

(Tout – ou presque – commence par l’écoute : Un rapport de la région de la Dendre).

Pour aller plus loin, quelques références utiles en français

Julien Dohet

L’Antifascisme, collection Dis c’est quoi ?, Waterloo, Renaissance du livre, 2022.

Julien Dohet et Olivier Starquit

La Bête a-t-elle muée ? Les nouveaux visages de l’extrême droite, Bruxelles, CAL, 2020.

Vincent Scheltiens et Bruno Verlaekt

traduit du néerlandais par Olivier Starquit, Extrême droite, l’histoire ne se répète pas... de la même manière, Cuesmes, Ed du Cerisier, 2021.

Benjamin Biard

Le parti Chez Nous, Bruxelles, CH CRISP 2579-2580, 2023.

Benjamin Biard

S. Govaert Schild & Vrienden Courrier hebdomadaire n° 2566-2567, 2023.

Benjamin Biard

La lutte contre l’extrême droite en Belgique I. Moyens légaux et cordon sanitaire politique Courrier hebdomadaire n° 2522-2523, 2021.

Benjamin Biard

La lutte contre l’extrême droite en Belgique II. Cordon sanitaire médiatique, société civile et services de renseignement Courrier hebdomadaire n° 2524-2525, 2021.

FGTB

Rue Haute 42 | 1000 Bruxelles

Tel. +32 2 506 82 11 | Fax +32 2 506 82 29

infos@fgtb.be | www.fgtb.be

Toute reprise ou reproduction totale ou partielle du texte de cette brochure n'est autorisée que moyennant mention explicite des sources.

Editeur responsable : Thierry Bodson © 2024

Photos : unsplash et ABVV